

SPECTACLE

LULA ★ **LIBRE**



MERCREDI 11 JUILLET À 20H
AU CABARET SAUVAGE

Parc de la Villette

59 Boulevard Macdonald,
75019 Paris

MÉTRO: Pte de la Villette ou Pte de Pantin

Entrée 15€

10€ chômeurs et moins de 25 ans

Mônica Passos
guitare accoustique, chant

Marc Madoré
basse électrique, craviola

Jorge Bezerra Jr.
percussions

Jean-Baptiste Marino
guitare flamenca

Franck Guilbert
poèmes, chant



Comité de solidarité à LULA et à la démocratie au Brésil

Comité International pour la solidarité avec Lula et la défense de la démocratie

Lula libre, Lula innocent, Lula Candidat !

Le comité créé à Paris le 7 mai 2018 se fixe pour but de multiplier les actions pour la libération de Lula, pour l'annulation de toutes les poursuites, pour Lula candidat à la présidence de la République du Brésil !

Nous souscrivons au manifeste *L'élection sans Lula est une fraude !* qui a recueilli 300 000 signatures ; Nous soutenons la constitution, le 15 mars 2018, du *Comité international pour la solidarité avec Lula et la défense de la démocratie* à l'initiative du PT brésilien, de la CUT, du MST, du PCdoB, la Fondation Perseu Abramo, Mauricio Grabois Fondation, PFE, le Cebrapaz, UNE, UBES, etc, et de très nombreuses personnalités dont Celso Amorim. Nous nous joignons à la pétition « Nobel de la paix pour Lula » recueillant pour l'instant plus de 250 000 signatures.

Lula subi depuis deux ans un énorme déchainement de haine monté et alimenté par les médias et l'oligarchie, craignant pour leurs priviléges. Dans l'histoire politique du Brésil aucune personne publique n'a jamais été autant harcelée et persécutée que l'ex-président Lula : il a subi 70 heures de diffamation dans les journaux télévisés, 40 couvertures péjoratives dans la presse, son compte bancaire, sa vie privée et celle de sa famille ont été fouillées avec une telle violence que son épouse a succombé à une attaque cérébrale. Aucun politique n'a jamais subi un tel massacre juridico-médiatique et politique.

Pendant ses 4 mandats, le Parti des Travailleurs incarné par Lula a sorti de la misère 40 millions de brésiliens. Et malgré le coup d'état institutionnel en cours au Brésil, et son incarcération, Lula est donné vainqueur par les sondages aux élections présidentielles d'octobre prochain.

Sans preuve, dans un procès accéléré ne respectant aucune procédure juridique, ni aucun délai, Lula fut condamné et incarcéré sur la seule conviction de Sergio Moro, juge d'un tribunal de deuxième instance dans le sud du Brésil, lequel déclara qu'il n'avait « pas besoin de preuves car il avait la conviction de sa culpabilité ». Le tribunal fédéral supérieur, juridiction d'exception, a lui, anticipé son incarcération. Les comptes du Parti des Travailleurs ont été bloqués. Depuis le 7 avril, Lula est un prisonnier politique en cellule isolée. Ce n'est qu'après un mois qu'il a eu droit à la visite de son médecin, de ses amis et de quelques personnalités et membres de sa famille. Les conditions de détention de Lula ne respectent ni les droits internationaux concernant les prisonniers politiques, ni la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*. Cela met en évidence le fait que la justice brésilienne répond, avant tout, aux intérêts de l'oligarchie et s'est associée aux médias manipulateurs et aux politiciens corrompus.

Le coup d'Etat initié au Brésil en 2016 - avec la destitution sans aucun crime commis de Dilma Rousseff, présidente légitimement élue avec 54 millions de voix - avance maintenant avec l'installation au pouvoir de politiciens connus pour des faits de corruption. L'objectif est d'empêcher la candidature de Lula aux élections présidentielles du 7 octobre 2018 pour poursuivre la remise en cause des droits sociaux et démocratiques dans le pays, la destruction du code du travail, le blocage des investissements sociaux pour les vingt prochaines années, la privatisation de Petrobras, Electrobras et des banques publiques et la liquidation du système de sécurité sociale (que le gouvernement Temer peine à mettre en œuvre), des droits des femmes, de la reconnaissance des minorités, des populations noires, indigènes, LGBT.

Dans les derniers mois, onze militants et leaders politiques et des mouvements sociaux ont été tués, des nombreux sont disparus. Le ministère de la Culture a été intégré au ministère de l'Education, lui-même menacé par l'Eglise évangéliste. Face à cette violence qui se développe, des milliers de brésiliens ont manifesté, le 1^{er} mai, à l'appel des sept centrales syndicales, au cri de Lula libre ! devant la prison, à Curitiba.

A travers le monde, dans plusieurs capitales, comme à Paris, des rassemblements ont eu lieu aux abords des ambassades du Brésil, le même jour, le 23 avril, pour exiger la libération de Lula.

Lula a été condamné sans preuves le 4 avril dernier et incarcéré le 7 avril, aux mains de la police fédérale. Nous craignons pour sa sécurité, sa santé et son intégrité physique.

L'objectif du comité constitué à Paris est de multiplier toutes les actions possibles pour la libération immédiate de Lula et d'œuvrer pour permettre sa candidature à la présidence, sachant qu'il est le candidat plébiscité par la majorité des Brésiliens et qu'il a déclaré, le 7 mai dernier, « Je suis plus que jamais candidat ».

Nous exigeons la libération immédiate de Lula et affirmons, avec des millions de travailleurs brésiliens :

« L'élection sans Lula est une fraude ! »